

SOMMAIRE

Pages 2-3 : Les psychologues hospitaliers et le Ségur

Page 3 : IADE : assez de promesses et de com, des actes !

Page 4 : Technicien-ne-s de labo : Plusieurs journées de mobilisation ont agité la profession en mai et juin

LE RENFORCEMENT DE LA CGT : pourquoi ? comment ?

EDITO Renforcer la visibilité de l'UFMICT-CGT dans le paysage syndical en tant qu'espace d'accueil pour les salarié-e-s et de ressources pour les syndicats du champ fédéral de la Santé et de l'Action Sociale est une nécessité si nous voulons progresser en nombre de syndiqué-e-s et accroître ainsi notre capacité à peser dans les débats locaux ou nationaux.

Au niveau de l'UGICT-CGT, il est constaté que les progressions du nombre des militant-e-s se situent dans les professions dotées d'une union fédérale ICTAM ou dans les départements dotés d'un dispositif et d'une activité spécifique.

Pour autant, beaucoup trop d'ingénieurs, de techniciens supérieurs, de cadres soignants ou administratifs, de puéricultrices, d'IBODE, d'orthophonistes, etc... n'ont pas accès au syndicalisme, soit parce que nous n'existons pas sur le lieu de travail, soit parce que le syndicalisme pratiqué leur semble éloigné de leurs préoccupations ou pas en mesure de les protéger de la machine institutionnelle.

D'où l'importance de s'appuyer sur l'UFMICT comme espace de rencontres entre la CGT et les salarié-e-s pour ensuite combattre la fausse idée selon laquelle le syndicalisme catégoriel tel que celui pratiqué par le CFE-CGC et/ou le syndicalisme de renoncement incarné par les signataires du Ségur seraient les seules options pour les ICTAM.

Le syndicalisme catégoriel ne s'embarrasse pas de la convergence d'intérêts entre les salarié-e-s et ne travaille ni à la construction d'un rapport de force, ni à l'éveil des consciences sur l'impact du capital et de la financiarisation de nos structures et de leurs modes de management de la pénurie.

Pour nous, la convergence de tout le salariat est primordiale. C'est par le rassemblement de tout le salariat que toutes les grandes conquêtes sociales se sont réalisées. Certain-e-s l'ont malheureusement oublié. Aujourd'hui, il nous faut regagner cette conviction, qu'ensemble, nous pouvons transformer la société et améliorer nos conditions de travail.

C'est pour cette raison qu'il est important que nous puissions au préalable nous rassembler, afin d'élaborer une stratégie d'accueil de tous les salarié-e-s de notre champ qui sont actuellement en manque de repères, tant au niveau des valeurs professionnelles que de l'éthique.

Le congrès de l'UGICT-CGT qui aura lieu du 23 au 26 novembre 2021 à Rennes sera l'occasion de réunir et de nous faire entendre. En pleine pandémie Covid-19, il est souhaitable que les militant-e-s de notre champ prennent la parole et s'expriment sur leurs craintes et leurs espoirs, car il nous faut avec lucidité, mieux identifier nos difficultés et les dépasser.

Si vous souhaitez participer à ce congrès, rapprochez-vous de votre syndicat et contactez nous à l'adresse mail suivante : ufmict@sante.cgt.fr

► LES PSYCHOLOGUES HOSPITALIERS et le Ségur

Un contexte

Dans la Fonction Publique Hospitalière, bien avant la Covid, les personnels souffraient déjà des politiques d'austérité (réduction d'effectifs, gel du point d'indice, précarisation...) et des mutations idéologiques imposées aux équipes de soins (protocolisation, « virage ambulatoire », fermetures de lits et de services...).

Aussi, au printemps 2020, la colère des hospitaliers était forte : des mobilisations d'ampleur en intersyndicale et aux côtés de différents collectifs (Inter-Urgences, Inter-Bloc, Printemps de la Psychiatrie...) en témoignent. Certains journalistes dénonçaient alors la « pleurniche hospitalière ».

C'est dans ce contexte que la crise sanitaire intervient et fait subitement craindre à tous un « effondrement » du système de santé. Ton martial, promesses de lendemains qui chantent et applaudissements sont de rigueur. Après coup, on dira finalement que l'hôpital a tenu – sans toutefois vraiment dire à quel prix pour les personnels et les citoyens.

C'est dans ce contexte qu'interviennent les négociations du Ségur de la Santé avec une ambition : « construire ensemble l'avenir de l'hôpital ».

Des négociations appuyées par la mobilisation... et trop vite interrompues

Les manifestations au décours du déconfinement du mois de mai 2020 ont contraint le gouvernement à donner une suite concrète au « *quoi qu'il en coûte* » du Président Macron.

Alors que les négociations étaient en cours et qu'elles permettaient certaines avancées (comme sur le Complément de Traitement Indiciaire (CTI), initialement prévu à 35 € et poussé à 183 €, ou le passage des aides-soignantes en catégorie B) mais qu'il restait tant de choses à conquérir, le fraîchement nommé Premier Ministre Castex lance un ultimatum « à prendre ou à laisser » ...

Coup de poker auquel 3 organisations syndicales cèdent en moins de 48 heures : FO, CFDT et UNSA valident le protocole en l'état, sifflant ainsi la fin des négociations.

La CGT a, quant à elle, refusé de signer ce protocole qu'elle estime non abouti et fourmillant d'injustices.

Ainsi, après à peine 50 jours de négociations, ce qui devait refonder le système de santé s'est finalement

transformé en opération de com' sur les Champs Elysée le 14 juillet.

« Les oubliés du Ségur » se comptent alors au gré des lignes de clivage créées par le gouvernement et validées par la signature de ces 3 syndicats : sanitaire

vs médico-social/social, filière paramédicale vs autres filières hospitalières, aides-soignantes vs aide-médecino-psychologiques, médecin vs sage-femme, etc.



Les psychologues : oubliés du Ségur

Les psychologues apparaissent succinctement dans la mesure 31 qui prévoit le renforcement de leur présence dans les maisons et centres de santé.

Pour ce qui est du volet hospitalier et celui des carrières et rémunérations, les psychologues sont oubliés : exclus du doublement des ratios du passage à la grille hors classe maintenu à un taux de 9 %, exclus de la revalorisation des grilles indiciaires qui n'ont que très peu évoluées depuis 30 ans, exclus d'un plan de recrutements pour mieux répondre aux besoins et exclus également d'un plan de titularisation massif pour réduire la part de collègues contractuelles qui s'élève pourtant à plus de 60 % dans la FPH !

Une occasion manquée... Mais des occasions à saisir !

Le Ségur inaugure bien plus de lignes de clivages et de motifs de mécontentements qu'il n'en résout. Les psychologues sont légitimes pour dénoncer ces accords qui les relèguent à une place anecdotique : il s'agit d'une véritable occasion manquée.

A 86% féminine et sous-représentée dans les organisations et les mobilisations, la profession peine à se faire entendre. Pourtant, cela n'est pas une fatalité.

Le 10 juin dernier, à l'appel de l'intersyndicale et associations CGT-SNP-FFPP-SIUERPP, nous étions nombreux devant le Ministère et les Préfectures ou ARS en région autour d'un socle commun de revendications.

Dans la Fonction Publique, en libéral ou dans le privé et l'associatif, les psychologues revendiquent leur autonomie de pratique et une rémunération correspondant au niveau de leur qualification et de leur expertise.

Le succès de cette première journée de mobilisation n'a semble-t-il pas suffi à ce que le Ministère prenne la mesure de la détermination avec laquelle les psychologues comptent défendre la place de leur profession quel que soit le lieu d'exercice !

C'est pourquoi, les psychologues sont de nouveau appelés à se mobiliser le 28 septembre.

Le Collectif UFMICT-CGT appelle l'ensemble des psychologues de la Fonction Publique à se joindre à la mobilisation de la profession pour faire entendre leur voix.

Nicolas PELLIZZANI
Psychologue CHS du Gers

► IADE : assez de promesses et de com, des actes !

Depuis plusieurs mois, les IADE sont à nouveau en lutte pour obtenir la juste reconnaissance de leur profession, de leur haute qualification et de leur pratique professionnelle

Pourtant : anesthésie, réanimation, SAMU-SMUR adultes et pédiatriques, services de santé des sapeurs-pompiers, Croix-Rouge française, etc, partout les IADE ont été en toute première ligne, s'appuyant sur une haute qualification sur plusieurs champs de compétences et une solide et historique pratique en situations sanitaires exceptionnelles.

Partout, ils et-elles ont participé fortement à maintenir notre système de santé à flot tout au long de cette crise historique.

Alors que certaines composantes nouvelles de la filière infirmière bénéficient de grandes avancées et de statuts nouveaux au sein du Code de la santé publique, les IADE, précurseurs historiques d'une pratique paramédicale autonome, stagnent.

Ils et elles voient aussi leur pratique réelle de terrain niée par certains médicaux libéraux qui fantasment sur une hypothétique captation de leur patientèle si ceux avec qui ils collaborent pourtant au quotidien se voyaient enfin reconnus à leur juste niveau.

N'oublions pas la forte déception liée aux mesures du Ségur, les conditions de

travail qui ne cessent de se dégrader, la qualité de vie toujours plus dégradée.

Des discussions ont été engagées il y a plusieurs mois avec le ministère des Solidarités et de la Santé. Deux rapports parlementaires sont sortis et une mission IGAS est en cours... mais il n'y a toujours rien de concret alors que le quinquennat se termine et que sous peu l'action politique sera à nouveau figée par la campagne.

Les IADE ont bien entendu les promesses de Madame la ministre des Solidarités et de la Santé, mais aujourd'hui ils exigent des actes et crient : « **Ne cassez pas une profession d'excellence qui fait tant pour l'intérêt général : reconnaissez-la, valorisez-la !** »

Pour se faire entendre, pour exiger des réponses adaptées et concrètes, les infirmières anesthésistes seront en grève le 16 septembre. Ils-elles se rassembleront tous à PARIS le 16 septembre à partir de 11h00 devant l'Hôpital Georges Pompidou pour partir ensuite en manifestation jusqu'au ministère de la Santé via l'Assemblée nationale. Ils-elles comptent être reçues par le Ministre enfin porteur d'annonces concrètes.

Ils-elles seront également dans la rue avec leurs collègues de la santé et du social le 5 octobre.



Vincent PORTEOUS
IADE - Animateur du collectif Infirmiers spécialisés

► **TECHNICIEN.NE.S DE LABO**

Plusieurs journées de mobilisation ont agité la profession en mai et juin

Les Technicien-n.es de Laboratoire Médical, TLM, sont des travailleuse-eurs de l'ombre dans la chaîne du soin. Habillé-es d'une blouse, surblouse, de gants, calot, lunettes de protection, le travail doit être précis, fidèle au protocole et toujours tracé pour garantir la validité du résultat.

Elles et ils exécutent les analyses loin du regard des autres, mais sont essentielle-s pour assurer la prise en charge des patient-e-s. Grâce à elle-s, les diagnostics sont réalisés et les traitements médicaux sont adaptés. Travaillant sans compter pour assurer la permanence des soins et répondant présente-s à toutes les sollicitations et en s'adaptant aux circonstances en un temps record, elles et ils ont été en première ligne pour le dépistage du virus et ont fait face aux pénuries de réactifs et de matériel et même de protections.

« LE SÉCUR N'EST PAS POUR NOUS »

Le retard pris sur la réforme LMD (Licence Master Doctorat), nécessitant la mise au niveau Licence des diplômes pour exercer la profession de technicien-ne de laboratoire, empêche de bénéficier des promotions et de la reconnaissance professionnelle et salariale annoncées pour octobre, promises aux professions infirmières, de rééducation et médico-techniques. Le ministère affirme qu'en janvier, ce sera fait alors qu'aucun travail n'est commencé avec les professionnels ; il sème le doute.

Le basculement de la catégorie B en catégorie A (pour la Fonction Publique), la reconnaissance du niveau Licence en formation initiale ne sont pas acquis. Mais l'étude détaillée des futurs salaires promis révèle l'arnaque des revalorisations. Le pouvoir d'achat qui a chuté de plus de 20 % en 20 ans, est toujours maintenu aussi bas comparé au salarié de même niveau de qualification ; malheureusement comme toujours pour une profession essentiellement féminine.

« On soigne des gens, on se crève au boulot, on revient sur nos repos et on est mal traité, mal payé et déçu ». Nombreu-x-ses pensent changer de travail si rien ne bouge : il est temps que cela change !



Le collectif médico-technique de l'UFMICT-CGT s'est fortement investi pour la mobilisation et le rassemblement des salarié-es, dans une situation où certain-es optaient pour l'émergence d'un collectif aux contours vagues et voulaient rendre invisible les syndicats. L'association professionnelle, AFTLM (Association Française des Techniciens de Laboratoire Médical), dont le centre d'intérêt se limite aux contenus professionnels, a relayé les appels à manifester. L'information et l'éclairage de la CGT permettent d'ouvrir les perspectives et la compréhension des intérêts communs dans la profession, le système de santé et la société. La présence CGT dans les délégations au ministère permet de muscler le discours et d'appuyer les revendications tout en dévoilant les pièges du ministère.

Quatre mobilisations de mai à juin ont réuni de nombreu-x-ses manifestant-es, avec de beaux cortèges de 300 à 1 000 à Paris ; les taux de grévistes sont montés à 90 % dans certains labos. Partout, les revendications ont été portées. Des courriers sont envoyés aux ministres et aux députés ; la presse et les radios parlent des Tech Labo qui commencent à se faire connaître.

Notre profession, comme toutes les professions essentielles au bon fonctionnement de la société, a besoin de reconnaissance, de moyens et de sérénité pour assurer son engagement professionnel.

Jacques DUPERRET

Technicien de laboratoire, Animateur du collectif médico-technique UFMICT-CGT



Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite prendre contact et/ou adhérer à la CGT.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail :@.....

